



Les samedis matin du CCR-Secrétariat social de Marseille

Samedi 21 novembre 2015

"Religions et cultures, ressources pour imaginer le monde"

Les Semaines Sociales de France des 2, 3 et 4 octobre 2015 à l'UNESCO

Témoins d'une espérance pour un monde solidaire

*Compte rendu des deux premières journées
par François Teissier*

L'année 2015 est marquée par deux événements internationaux d'exceptionnelle importance :

- Les objectifs du millénaire pour le développement dont on n'a pas beaucoup parlé.
- La conférence de Paris sur le climat qui va avoir lieu du 30 novembre au 11 décembre.

Ces deux événements sont sans précédents et doivent être replacés dans le contexte actuel.

Les deux premières journées de la session ont vu s'exprimer quatre experts aguerris aux négociations internationales sur ces sujets majeurs pour l'avenir de l'humanité :

- Pascal Lamy ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),
- Jean-Michel Severino ancien directeur général de l'Agence française de développement, conseiller auprès du Secrétaire général de l'ONU pour le développement
- Patrick Viveret ancien conseiller à la Cour des comptes, philosophe altermondialiste
- Bernard Perret ingénieur et socio-économiste des questions environnementales, inspecteur au ministère de l'environnement.

C'est de leurs propos que je vous parlerai car j'en ai retenu des choses absolument essentielles.

Certes il y a eu des tables rondes tout à fait passionnantes et même émouvantes avec la présence d'acteurs très engagés sur le terrain venant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du sud mais aussi de témoins de diverses religions comme Cheikh Khaled Bentounes, guide spirituel de la confrérie soufi Allawiyya (Algérie) ou Philippe Cornu, président de l'Institut tibétain d'étude bouddhique.

Nous pourrons y revenir lors de nos échanges tout à l'heure.

Des accords internationaux contraignants sont-ils possibles ?

Dans un premier temps Pascal Lamy et Jean-Michel Severino ont dialogué sur les conditions des négociations internationales concernant les questions du développement et du changement climatique.

Pascal Lamy eut cette formule : "L'échelon national, c'est du solide, l'europpéen c'est du liquide et l'international c'est du gazeux !".

Car ce que l'on appelle "la communauté internationale" n'existe pas vraiment dans la mesure où elle a une très faible conscience du bien commun.

On sait que l'interdépendance existe, oui, mais la solidarité est un sentiment, un imaginaire ce qui rend la gouvernance internationale très difficile : il y a une très grande distance entre la réalité et la solidarité. Il est nécessaire que les sociétés civiles fassent pression.

Comment dépasser les égoïsmes nationaux ? Ce qui coince dans la négociation sur le changement climatique c'est la question des valeurs : qu'est-ce qui est juste ? On ne pourra arriver à un accord que si l'on réduit les différences entre les valeurs que chaque pays pense devoir défendre.

Cela suppose que chacun commence par essayer d'entendre les valeurs de l'autre, comprenne les sagesses de l'autre. C'est le premier pas à faire.

Pascal Lamy faisait remarquer qu'en fait il n'y a pas de communauté internationale car il n'y a pas de contribuable international (pas plus qu'il n'y a de contribuable européen).

Or, on le voit dans le débat actuel sur la réforme fiscale que c'est par l'impôt que l'on crée une solidarité à l'échelon d'un territoire pour pouvoir répartir les charges collectives. Aujourd'hui le seul territoire où cela existe c'est l'État-nation. On en est très loin à l'échelon international.

Faut-il faire appel à des normes comme le demande le Pape ? Qui seraient chargé de les établir ?

Là où l'on a 200 pays qui fonctionnent sur le principe (farfelu ?) de l'égalité absolue des États-nations (Tonga pèse autant que les EU) ! Certes il y a déjà des normes, mais dans bien des domaines il y a des trous : cf l'industrie financière ou l'évasion fiscale.

Mais aussi le cas exemplaire du changement climatique dont les dégâts ne sont pas du tout pris en compte dans les calculs économiques. Alors les économistes disent qu'il faut fixer un prix au carbone, et c'est certainement une solution plus rapide, plus efficace et plus juste, même si la mise en place de normes sera un moyen de faire converger les valeurs.

Jean-Michel Severino donnait dans cet échange des exemples à mes yeux plus optimistes.

Il a évoqué les objectifs du millénaire en matière de développement durable. Après deux ans et demi de négociations politiques, l'ensemble de États membres des Nations Unies ont (le 30 septembre je crois) voté une motion d'utopie avec une ambition folle qu'il résumait ainsi : zéro exclusion, zéro pauvreté, zéro émissions.

Cette feuille de route comprenant des objectifs universels sur tous les sujets et, s'imposant à tous les pays, va amener des choses concrètes car les États auront l'obligation de rendre compte aux Nations Unies des progrès (donc des efforts) qu'ils auront réalisés.

La mission a été remplie là où il y a 3-4 ans on n'espérait pas grand-chose. C'était inespéré et c'est un point de départ pour la suite.

Maintenant c'est la négociation climat sur laquelle JM Severino n'a pas de doute quant à un accord. La question est de savoir quel sera cet accord ?

Mais en parallèle des négociations officielles, les États ont lancé "l'agenda des solutions" qui est un cadre de dialogue entre les différentes parties prenantes (société civile, entreprises, notamment) pour qu'il y ait un catalogue de contributions positives à travers des alliances thématiques, régionales, ... permettant de mettre en œuvre les décisions éventuelles de la COP 21 pour aller vers un monde décarbonné.

Cette démarche de l'Agenda des solutions met en évidence une réalité du monde d'aujourd'hui : à savoir qu'en dehors de moments de crises graves où les États ont encore en main des moyens militaires, ils ont pour le reste perdu le monopole de l'action collective.

C'est une réalité géopolitique : aujourd'hui tous les grands problèmes structurels de la planète ont besoin de très grandes alliances entre les différentes parties prenantes pour être résolus.

JM Severino citait le cas du sida où il y a eu convergence des problèmes moraux et des intérêts ce qui a permis de faire accéder tout le monde aux traitements. Les industriels, les gouvernements ont trouvé un terrain commun.

Pour le climat JM Severino notait une montée de la mobilisation pour plus de justice afin de faire converger les opinions et les intérêts dans tous les pays.

De plus, selon lui, nous sommes à un moment de bascule où les intérêts de la plupart des secteurs économiques sont supérieurs à ceux des pétroliers et des producteurs d'énergie carbonée : c'est une transformation extrêmement profonde.

Il donnait un exemple : il y a une forme de révolte industrielle dans le monde de tous les producteurs de l'agroalimentaire contre les producteurs de charbon et d'énergie carbonée. Cela tient à ce qu'ils sont profondément impactés par le changement climatique qui met clairement en péril leur modèle économique (approvisionnements, montée des prix à la production, ...).

Le monde de l'assurance a aussi complètement basculé dans la lutte contre le changement climatique car il voit monter les factures dans toute la branche risques et sinistres, ce qui met en cause son modèle économique à 10 ou 20 ans.

Nous assistons à un renversement des rapports de force car à la question du coût de la lutte contre le changement climatique, la réponse du monde industriel n'est plus de le considérer comme un sacrifice mais comme une question vitale pour son modèle économique.

Les conditions pour arriver à un accord à la COP 21 sont donc en train de se mettre en place.

Comment résister à l'état gazeux ?

En dépit des exemples donnés par JM Severino le doute règne sur la capacité des États à réussir dans les négociations en cours. L'état gazeux du monde international (cf. P Lamy) est préoccupant.

Patrick Viveret a tenu à le souligner fortement en évoquant des phénomènes dont on n'a pas pris la mesure :

- La domination d'une oligarchie financière qui décompose la solidarité par une vue de la valeur réduite à sa dimension monétaire (cf. les "valeurs" en bourse) et qui considère les valeurs et activités vitales pour le monde comme des sous-valeurs car non économiques.
- La globalisation mondiale des marchés financiers se traduit par une démesure spéculative vertigineuse. Les produits dérivés sont des armes de destruction massive avec 700 000 à 800 000 milliards de dollars représentant plus de dix fois la richesse mondiale réelle.
- Cette démesure de l'économie spéculative se traduit par des flux financiers quotidiens dont 98 % ne sont que des flux spéculatifs, pour seulement 2 % allant aux biens et services.
- Il n'y a aucune régulation sur cet état de gazage dont les effets sont destructeurs pour les biens sociaux, culturels, écologiques
- L'évasion fiscale ("l'optimisation fiscale" pudiquement nommée par les diplomates) coûte 20 000 milliards de dollars par an là où le financement de la transition écologique demande seulement 100 milliards de dollars par an et que l'on en a à peine réunis 20.

En écho au propos de Pascal Lamy "Il est nécessaire que les sociétés civiles fassent pression" Patrick Viveret nous a parlé de l'émergence progressive d'une société "civique" mondiale qui dit : "On ne peut plus continuer ainsi !".

Elle a commencé vers 1999 à construire une parole sectorielle autour des premiers forums des Nations Unis (cf le sommet de Rio).

Le mouvement s'est amplifié au fur et à mesure des forums sociaux mondiaux (le 1^{er} étant à Porte Allegre).

Aujourd'hui cette société "civique" mondiale est passée de la critique de l'état gazeux (domination financière mondiale) à l'acceptation de la mondialisation mais en refusant de la confondre avec la globalisation des marchés, laquelle se moquent des grandes questions mondiales dans l'ordre social, écologique ou démocratique.

La société "civique" mondiale est allée vers cette conversion pour prendre pleinement en compte les biens communs de l'humanité (ex. les océans ou l'air, ou l'eau).

Patrick Viveret donnait l'image des pilotes de chasse qui deviennent astronautes. Le pilote de chasse à une vue horizontale d'un espace à protéger ou à conquérir. Mais quand il devient astronaute sa vue devient globale : il est saisi par la beauté de la terre, sa petitesse, la fragilité de ce miracle terre. Il s'interroge sur sa survie, et celle de son espèce dominante.

Or les États ne sont pas outillés pour traiter ces problèmes globaux.

Il faut une conversion pour penser une nouvelle approche du politique, pour penser une "politique de l'humanité". Car il s'agit de faire émerger le "peuple de la terre" comme nouvelle perspective du politique et de l'économique.

La gestion de notre grande maison commune doit primer sur celle de nos petites maisons communes. Cela appelle :

- Une conversion dans l'approche politique
- Une conversion dans l'approche économique (non réduite à la valeur monnaie)
- Une conversion dans l'approche juridique pour un droit mondial fondé sur la déclaration universelle des droits humains et non sur la charte des Nations Unies qui donne aux États le droit de disposer de leurs peuples
- Une conversion du religieux lui-même trop fortement marqué par une vision spatiale du divin (cf. le rapport du peuple élu et de la terre promise) et où les "infidèles" sont comme les barbares au regard des États-nations. Or c'est l'ensemble du peuple de la terre qui est appelé à sa pleine réalisation, c'est-à-dire au salut.

In fine Patrick Viveret soulignait qu'au cœur de toutes les grandes fractures sociales, écologiques, sanitaires, financières se retrouvait le couple démesure (cf. la fortune de 67 personnes équivalente au revenu de 3,5 milliards de personnes, ou les armements dix fois supérieurs aux besoins vitaux de l'humanité !) et mal-être (cf. le gigantisme des trafics de drogue) et que l'alternative était dans la lutte contre la démesure.

Les religions comme source d'espérance

Il est intéressant de remarquer que pour traiter cette question les SSF ne firent pas appel à un religieux, mais à un acteur laïc engagé de longue date dans la lutte contre le changement climatique.

D'entrée **Bernard Perret** considère que, face aux défis considérables auxquels l'humanité est confrontée dans le domaine climatique, les religions n'ont pas à être instrumentalisées à titre supplétif comme pour "nous donner du cœur au ventre" ou nous inspirer des consolations.

On n'a aucune chance de trouver dans leurs textes des solutions aux défis du changement climatique car celui-ci illustre de façon dramatique le caractère inédit de la situation.

Face à l'inédit de ce qui va arriver, il y a obligation de faire du neuf. Se confronter aux vicissitudes de l'histoire, c'est accepter que cela puisse changer quelque chose dans notre vie spirituelle.

Dans la COP 21 on pourrait croire que l'on est dans le cadre d'une négociation internationale classique où l'on va chercher des compromis.

Non, la situation est tellement grave que l'essentiel sera ailleurs : l'humanité n'a pas d'autres choix qu'un chemin de développement totalement nouveau.

Pour le comprendre : pour ne pas dépasser le fameux 2° d'augmentation de la température mondiale, il faut réduire de moitié d'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre, tout en maintenant la croissance.

Il est clair que l'on n'y arrivera pas par les seules innovations techniques (croissance verte et économies d'énergie). Toutes les études auxquelles Bernard Perret a participé le montrent.

Il faut des changements profonds dans nos manières de vivre, de nous alimenter, de nous déplacer (cf. le transport aérien ne pourra pas continuer à augmenter). Tous les clignotants sont au rouge.

C'est une question de survie de notre maison commune, autrement dit de notre propre espèce.

Bernard Perret aborde alors plusieurs questions de fond touchant nos aveuglements mais aussi les conditions d'une nouvelle espérance.

1/ *Nous sommes très mal préparés* car nous sommes drogués à une croissance économique qui dans sa forme actuelle est structurellement gourmande en énergie et destructrice de l'environnement.

La croissance est pourtant facteur de confort, de bien-être ; elle est nécessaire à l'équilibre social, elle est un solvant qui dissout les contradictions sociales (ascenseur social, prospérité, libertés partagées) ; elle contient la violence qui s'exprime sous la forme de la compétitivité et canalise la rivalité mimétique vers l'enrichissement matériel (rappel de René Girard).

"La compétitivité", mot fétiche du débat public où la violence est très présente (cf. la FNAC convoite Darty). Mais on espère que ce jeu est à somme positive (il y a plus de gagnants que de perdants).

Or cette forme de croissance est incompatible avec la sauvegarde de notre niche écologique.

2/ *Il y a une déficience constitutive du psychisme humain* : c'est celle de "notre incapacité à croire ce que nous savons" (formule de JP Dupuis, successeur de René Girard à Stanford).

On occulte les faits qui ne cadrent pas avec nos convictions préétablies. Tout est fait pour nous faire oublier la réalité des faits écologiques.

La raison économique du monde actuel est beaucoup plus prégnante que les motivations écologiques (cf. la baisse du pétrole présentée comme une bonne nouvelle !).

Danger de l'excès d'information, de l'accoutumance au flux d'images qui devraient nous déranger.

Le Pape : "Oser transformer en souffrance personnelles ce qui se passe dans le monde" (les réfugiés, la fonte accélérée de la banquise, ...)

Risque de devenir des spectateurs fascinés et passifs d'un désastre dont nos "écrans" (si bien nommés !) paraissent nous protéger.

3/ *Il y a urgence à prendre la mesure de nos déficiences structurelles* qui nous rendent incapables de faire face collectivement au défi climatique, englués que nous sommes dans nos routines.

L'inédit est là : ne plus pouvoir nous fier à nos routines de vie et de pensée (ex. prendre l'avion pour les vacances, prendre un bain d'eau chaude, manger de la viande rouge, ...).

C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'il y a nécessité de connaître et contrôler les conséquences à long terme de nos pratiques individuelles.

Il y a urgence d'un changement de civilisation rapide (sur une génération) englobant tous nos modes de vie (les techniques, l'économie, la culture, le spirituel ...).

Bernard Perret fait alors référence à l'encyclique du Pape qui ose un autre langage que celui des politiques. Seule l'Église pouvait le tenir (nous en parlerons en deuxième partie).

Il voit dans le texte de François une pédagogie de transformation politique et spirituelle quoique non confessionnelle. Il ne s'agit pas d'un appel à devenir chrétien mais d'un appel à une conversion écologique pour retrouver l'éminente dignité de la création.

4/ Et l'espérance dans tout ça ?

Bernard Perret se demande alors si l'appel à la conversion écologique peut contenir la question de l'espérance ou pour poser la question autrement : pourquoi l'être humain a-t-il besoin de l'avenir pour échapper à la tentation du nihilisme devant la gravité de la situation ?

Certes il y a la conscience que nous sommes solidaires de nos enfants et petits-enfants et que notre intérêt est de leur laisser une terre vivable.

Mais il faut aller plus loin pour comprendre que l'avenir est vraiment précieux.

Aujourd'hui il n'y a plus aucune garantie que nos efforts légitimes pour améliorer notre vie dans le cadre de la croissance matérielle seront profitables à nos descendants.

Nous avons besoin d'une espérance d'une autre nature, une espérance de nature religieuse où l'on attend quelque chose de bon que l'on ne connaît pas.

Certes pour les chrétiens cette espérance est contenue dans la promesse d'un salut authentifié par la résurrection du Christ. Mais pour nos contemporains qui ne sont pas forcément chrétiens, il faut pouvoir dialoguer avec eux sur l'espérance dans un langage universel qui concerne tout le monde et qui soit en rapport avec l'espérance chrétienne.

En faisant quelques détours par la philosophie, Bernard Perret a mis en lumière quelque chose dont nous faisons ou avons fait l'expérience, à savoir que ce qui compte le plus dans nos vies, ce qui nous a le plus profondément marqué résulte de circonstances improbables (une rencontre amoureuse, un sermon particulièrement inspirant, une œuvre d'art, ... et que dire des attentats du 13 novembre).

L'inattendu, l'imprévisible et même l'inconcevable changent la donne et sont finalement porteurs de sens. Il en est d'initiatives individuelles que personne ne pouvait anticiper (cf. Jeanne d'Arc ou Charles De Gaulle) comme de mouvements de fond de l'humanité face à des situations extrêmes.

Le sens, ce qui compte vraiment, qui mérite que l'on se mette en marche, nous arrive comme à l'improviste. Dieu lui-même, annoncé comme une bonne nouvelle, se révèle dans des événements imprévisibles, dans des rencontres inattendues (cf. Ancien et nouveau testaments).

Dans l'inédit que nous pose le problème majeur du changement climatique, il y a sûrement quelque chose d'un avenir porteur d'un sens et d'une beauté (spirituelle) que nous ne pouvons pas concevoir : cela vaut vraiment la peine de se mobiliser pour le rendre possible.

L'action individuelle est ici indissociable de l'engagement dans les institutions : il faut s'immerger dans la société pour faire avancer les choses vers le bien commun.